

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

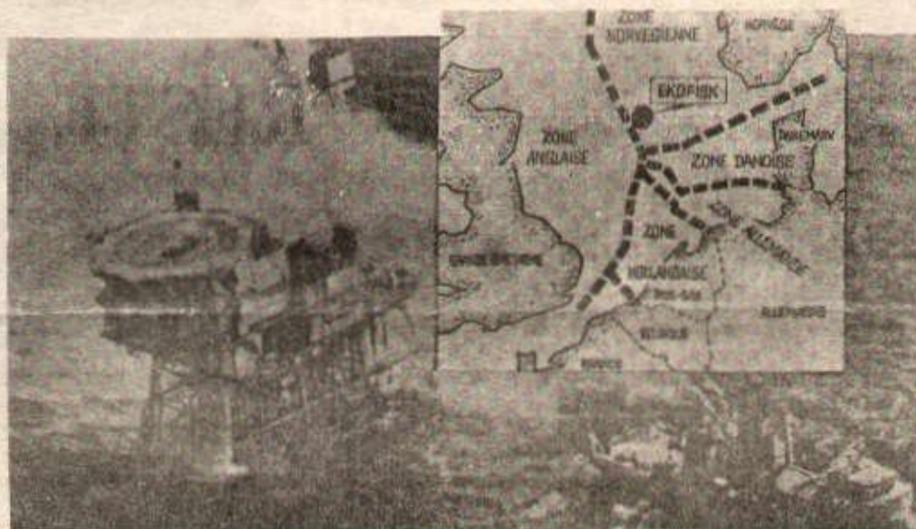
BP 61.75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

● Mer du Nord

Le capitalisme pollueur

Une catastrophe écologique sans précédent est en train de se produire en mer du Nord au large des côtes norvégiennes. C'est sur une plate-forme de forage en pleine mer que s'est produite vendredi une explosion aux conséquences incalculables : près de 4 000 tonnes de pétrole sont en train de se déverser chaque jour constituant une gigantesque nappe de pétrole de plusieurs dizaines de kilomètres carrés.

Cette nappe de pétrole risque d'éliminer la faune marine de la mer du Nord, la mer la plus poissonneuse d'Europe. Mais les tonnes de détergent et de produits chimiques que les autorités norvégiennes ont préparées risquent encore plus sûrement de tout détruire, faune et flore marines.



De plus, des nuages de gaz extrêmement explosifs se sont formés au-dessus de la plate-forme et peuvent être déplacés au gré du vent

vers les côtes norvégiennes, danoises ou allemandes.

Malgré cela, les 300 travailleurs encore sur place à Ekofisk (c'est le nom du

gisement) n'ont pas encore été évacués.

Ce n'est pas la première fois qu'un accident se pro-

(Suite p. 3)

Non aux centrales de la mort

Durant ce week-end, des manifestations antinucléaires ont eu lieu à Saint-Etienne des Sorts, à Châlons-sur-Saône, à Villeurbanne. Un grand rassemblement de plus de 50 000 personnes est prévu pour le 30 juillet par les comités Creys-Malville, dans l'Ain.

Quel est le problème posé ? On peut le résumer sous deux aspects : tout d'abord les centrales nucléaires sont construites aujourd'hui par l'État capitaliste au mépris de toutes les règles de sécurité les plus élémentaires. La seule règle que respecte le capitalisme c'est celle du profit maximum.

D'autre part, les centrales sont implantées au mépris des intérêts des paysans locaux qui sont expulsés, ou dont les cultures ont à souffrir des nuisances nucléaires.

Les marxistes-léninistes ne sont pas contre le nucléaire en soi. Ils savent que l'énergie nucléaire peut être employée de façon valable si l'on respecte les règles de sécurité, les normes techniques et scientifiques. Le nucléaire devient alors une force au service de l'homme, comme cela se passe en Chine socialiste.

Mais à l'heure actuelle en France, ce n'est pas le cas, loin de là. Voilà pourquoi la lutte contre les centrales regroupe de plus en plus de petits paysans, de travailleurs et d'intellectuels.

Cette lutte fait partie intégrante de la lutte contre l'État capitaliste qui sacrifie la vie de l'homme au nom du profit.

Saint-Etienne des Sorts, dans le Gard, est bien placée pour savoir les nuisances que peut apporter une centrale nucléaire puisqu'elle se trouve à côté de Marcoule et Phénix.

Une nouvelle centrale est prévue. Ce serait une des plus grandes de France : 5 200 mégawatts dans un premier temps. De plus, une centrale PWR, qui a déjà

montré ses dangers puisque 5 centrales ont été arrêtées aux USA et en Allemagne.

Le comité de sauvegarde de Saint-Etienne des Sorts organisait dimanche 24 un pique-nique près des lieux de la future centrale. C'est plus de 300 personnes qui étaient là pour soutenir les paysans et les habitants de Saint-Etienne. On notait la présence de divers comités qui luttent contre de telles centrales : comité de Tricastin (Vaucluse), Cruas-Meysses (Ardèche). Le comité dans son intervention a montré les dangers de cette centrale, dangers actuels (changements de climats, retombées radioactives) et futurs (déchets). Le comité a d'autre part dénoncé le maire de Saint-Etienne des Sorts, Méric, qui a essayé en vain de saboter la journée. Le maire organise samedi prochain un référendum : oui ou non à la centrale.

Le comité reste mobilisé et compte organiser des projections explicatives durant cette semaine. La journée s'est terminée par une marche dans les rues de Saint-Etienne (*).

Un comité qui lutte contre l'implantation des centrales nucléaires a inauguré samedi matin, à Villeurbanne, dans le Rhône, un «monument écologique». Il s'agit d'une stèle de pierre, dédiée aux «irradiés inconnus».

A Châlons-sur-Saône, dans la Saône-et-Loire, 2 000 personnes ont manifesté dans les rues, les grandes artères et le centre de la ville, samedi après-midi. La manifestation regroupait aussi plus de 40 tracteurs.

Les paysans et la population de la région refusent l'implantation d'une centrale nucléaire dans la vallée de la Saône, entre Châlons et Tournus.

(* Note : Pour soutenir l'action du Comité de sauvegarde, écrire à : Monsieur Guillaume, Saint-Etienne des Sorts.

Orlac (Vienne — Isère)

UNE LUTTE EXEMPLAIRE

Depuis le 13 avril, les ouvriers de la laiterie Orlac sont en grève illimitée pour l'augmentation des salaires. Face à l'intransigeance de la direction, les travailleurs d'Orlac ont décidé samedi de poursuivre la lutte.

Samedi 23 à 9 heures, nouvelle négociation. Après les 2 interventions de police, la direction d'Orlac-Gilca est persuadée que les travailleurs vont reprendre le travail le lundi matin. Elle refuse donc toute nouvelle proposition. Pendant ce temps, des groupes de travailleurs d'Orlac interviennent largement sur le marché : popularisation et collectes vont bon train.

A 17 heures, assemblée générale massive : 300 travailleurs sont là, car l'enjeu est d'importance. Il y a au départ un peu d'incertitude, de flottement. Beaucoup sont déterminés à poursuivre la lutte, mais le climat d'intoxication de ces derniers jours a un peu semé le doute sur la capacité à poursuivre la lutte tous ensemble.

Dès les interventions des deux délégués syndicaux, les hésitations sont balayées, la volonté d'unité à la base et dans l'action a triomphé. Les délégués, sans cacher les difficultés à vaincre, mettent en avant les innombrables aspects positifs.

Ensuite l'expérience historique de la classe ouvrière est rappelée avec force. Il est dit en substance «En 1936, les patrons n'avaient rien à nous donner. Les travailleurs ont lutté, occupé les usines pendant des semaines, et... les patrons ont donné. En 1968, les patrons n'avaient encore rien à donner. Et finalement, ils ont dû donner. Aujourd'hui, c'est la même chose».

L'exemple est ensuite donné d'une entreprise alimentaire espagnole où les travailleurs s'accrochent à la lutte depuis trois semaines dans les pires conditions de répression.

Un autre délégué intervient et résume : «Gaillard (le PDG) joue l'éprouvé de force, mais nous ne ferons céder».

Puis c'est un paysan-travailleur qui intervient pour lire à la tribune l'appel commun «Paysans-travailleurs-CDJA» destiné aux producteurs de lait pour qu'ils soutiennent les ouvriers en grève. Cet appel est un réquisitoire contre la direction de la coopérative qui exploite à la fois les travailleurs et les producteurs. La salle vibrait sous les applaudissements.

Ensuite vient le débat. Chaque travailleur peut y prendre la parole. A la question «Que ferez-vous si Gaillard lock-out les producteurs, c'est-à-dire ne ramasse plus le lait ?», le représentant des paysans répond : «Il faut savoir qu'il est possible que des paysans réagissent avec hostilité, mais nous, les jeunes agriculteurs nous sommes solidaires de la lutte des travailleurs d'Orlac, même s'il faut trinquer. Si nous trinquons, c'est contre la direction d'Orlac que nous nous battons, pour qu'elle nous paie le lait non ramassé».

On parle aussi de la possibilité de renforcer l'organisation et la popularisation. Des appels sont lancés pour que de plus en plus de grévistes prennent ces tâches en charge. La démocratie ouvrière fonctionne à plein.

C'est ensuite le vote à main levée, auquel la masse des grévistes prouve avec vigueur son attachement en refusant tout scrutin secret. L'écrasante majorité des travailleurs lève la main avec enthousiasme pour la poursuite de la lutte. Sur 300 travailleurs, 5 votent contre et un s'abstient.

L'unité qui avait été ébranlée les jours précédents par de nombreuses manœuvres s'est reconstruite à la base et dans l'action.

Cor HR (extraits)

MANIFESTONS

tous à 10 H, place
de la République
Le dimanche 1er mai

A L'APPEL DU PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE (m-l), DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE L'HUMANITE ROUGE, DE L'UNION COMMUNISTE DE LA JEUNESSE REVOLUTIONNAIRE, DE LA JEUNESSE COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE DE FRANCE



• IPN (Lyon)

L'imprimerie redémarre

Après avoir subi de nombreuses pressions de la bourgeoisie (perquisitions, suspension d'accord bancaire classique), l'IPN* avait dû cesser momentanément son activité. Mais grâce au soutien qu'ont su développer ces imprimeurs au service des luttes, ça repart. L'imprimerie sera plus modeste mais mieux adaptée aux différents besoins d'impression nés des luttes sociales. Le collectif d'imprimeurs des nouveaux «ateliers d'impression Presse nouvelle» définit son activité comme une contribution à la diffusion et à la confrontation des idées de tous ceux qui, par leurs luttes d'aujourd'hui veulent préparer la société de demain.

*Ateliers d'impression
Presse nouvelle

L'ASSOCIATION DES AMIS DES ATELIERS D'IMPRESSION PRESSE NOUVELLE

organise une fête de soutien à la Bourse du travail de Lyon le 29 avril 1977 de 18 à 24 heures.

• Naussac

Toujours non au barrage

Le lundi de Pâques 11 avril, au pont de l'emplacement prévu pour le barrage de Naussac, les représentants des 3 municipalités de Langogne, Naussac et Auroux, les communes concernées par le projet, ont planté 3 arbres sur le lieu du chantier «interdit au public» où s'étaient effectués les travaux préliminaires. Les nouveaux maires de Naussac et d'Auroux et le 1er adjoint de Langogne étaient présents ainsi que plusieurs personnes des 3 communes. Pendant

que les paysans plantaient les arbres, d'autres les protégeaient de la vue des gendarmes, car une estafette se tenait à courte distance; mais ces messieurs se sont bien gardés d'intervenir.

A l'entrée du chantier, les paysans ont cloué une pancarte entre 2 des arbres, sur laquelle était affirmée la volonté de la population et des nouvelles municipalités de continuer la lutte pour que le barrage ne se fasse pas et pour que la Lozère vive.

Communiqué de presse de l'intercomité du Marais

Ce matin à 7 h, les entreprises de démolition se sont présentées dans l'intention de continuer la destruction qu'elles avaient entamée la veille. Elles se sont heurtées à la résistance que leur opposait la population du quartier venue soutenir les locataires qui sont dans leur bon droit et dont la vie était mise en danger.

La veille, l'entreprise avait déclaré revenir le lendemain pour démolir l'escalier alors que les locataires avaient déjà dû coucher dans la rue, la porte de l'immeuble ayant été bloquée par les démolisseurs.

A 10 h, les représentants de la RIVP, face à la population et sous la pression de celle-ci, ont dû rapidement reconnaître la complète illégalité des effractions commises par les entreprises à leur service et en outre, qu'il était aberrant qu'il y ait eu des ordres de donner aux entreprises de démolition alors qu'il y avait encore des locataires.

Sous la surveillance des habitants du quartier de plus en plus nombreux, la RIVP a dû s'incliner et ordonner l'arrêt immédiat de tous les travaux tant qu'un relogement des locataires ne serait pas effectué.

L'intercomité du Marais regroupant les comités de défense du quartier continue à s'opposer à une rénovation que la RIVP veut faire passer pour sociale mais qui n'en chasse pas moins les habitants modestes de ce quartier. Parce qu'ils n'ont pas les moyens et qu'ils savent à quelles aberrations conduisent les rénovations de luxe, les habitants en lutte du Marais continuent de revendiquer leur droit au maintien dans les lieux, l'arrêt immédiat de toute rénovation RIVP et la réalisation d'une réfection légère de leurs immeubles.

Au «centre culturel» de Brive (CORREZE)
«Comment Yukong déplaça les montagnes»
de Joris Ivens et Marceline Loridan
Les SAMEDIS 30 AVRIL et 7 MAI
en matinée et en soirée



Nouvelles du Vietnam héroïque

Deux ans après la Libération du Sud de la patrie vietnamienne du joug de l'impérialisme US, le premier ministre du Vietnam nouveau, réuni, socialiste, Pham Van Dong, vient en visite officielle à Paris. A cette occasion, nous reproduisons ci-dessous un extrait d'un entretien accordé par le secrétaire du Comité de Parti du 1er arrondissement de Ho Chi Minh-ville, ex-Saïgon, à la revue «Le courrier du Vietnam» qui témoigne des succès éclatants accomplis depuis la Libération.

7,7 km², 250 000 habitants, le 1er arrondissement était considéré comme le centre politique typique de la société du Sud-Vietnam sous l'emprise du colonialisme US.

— Q : Un an et demi a passé depuis la libération complète du Sud. La situation se stabilise chaque jour davantage. Quels sont, selon vous, les facteurs principaux qui ont contribué à ce résultat ? Et quel rôle les masses ont-elles joué ?

R : Dès le premier jour de la libération, dans notre arrondissement, la population s'est occupée de désarmer l'ennemi, de la prise en charge des services de l'ancienne administration et de la mise sur pied des comités populaires révolutionnaires aux échelons de quartier et d'îlot. Pourtant, au début, nous manquions de cadres, et des éléments indésirables, opportunistes, voire même d'anciens tortionnaires, s'étaient introduits dans l'appareil. Il s'est ensuivi qu'en certains endroits, des directives venant d'en haut n'étaient pas appliquées convenablement, ou pire encore étaient distordues, ce qui a jeté le doute dans la population à l'égard de la révolution... Aussi suivant les instructions du Comité

de Parti, nous avons demandé à l'administration à la base de faire des comptes-rendus périodiques au peuple. Par ailleurs, pour garantir au peuple son droit de maître, nous avons mis sur pied, au niveau de l'arrondissement, la Commission de contrôle du Parti et la Commission de contrôle de l'administration, et nous avons interdit tout acte tendant à limiter les critiques et les libertés démocratiques de la population.

Le grand succès des élections à l'Assemblée nationale unique, avec 98,7 % des électeurs aux urnes, les mouvements révolutionnaires continus dans de nombreux domaines et tout dernièrement les 99,3 % de jeunes gens de toutes nationalités et religions qui se sont fait inscrire pour le service militaire, tout cela en dit long sur la confiance accrue du peuple dans le Parti et le Gouvernement révolutionnaire et, en même temps, constitue une preuve de l'élévation de la conscience des masses sur leur droit de maître.



Classe d'enseignement populaire dans l'usine Sicovina (Ho Chi Minh-ville)

du Parti de la ville, nous avons mobilisé les organisations du Parti, les groupes et la population de l'arrondissement, pour renforcer, épurer l'appareil du pouvoir depuis l'arrondissement jusqu'à la base, pour sauvegarder les acquis de la révolution et assurer la bonne marche des travaux. (...)

Au cours des mouvements d'activités politiques ou dans les assemblées populaires, tenues dans les quartiers et les entreprises, la population a hardiment fait des observations constructives sur les services gouvernementaux, depuis la gestion économique jusqu'aux procédures administratives et au comportement des cadres. Pour garantir au peuple la possibilité d'exercer son contrôle sur l'ad-

ministration et de contribuer à son édification, nous avons demandé à l'administration à la base de faire des comptes-rendus périodiques au peuple. Par ailleurs, pour garantir au peuple son droit de maître, nous avons mis sur pied, au niveau de l'arrondissement, la Commission de contrôle du Parti et la Commission de contrôle de l'administration, et nous avons interdit tout acte tendant à limiter les critiques et les libertés démocratiques de la population.



Aux docks Nha Rong (Ho Chi Minh-ville) : Déchargement des marchandises venant du Nord

tion. Il faut y ajouter 10 000 voyous, prostituées, drogués et proxénètes. Chaque jour, il se produisait au moins 20 vols et escroqueries.

Ainsi la situation est-elle loin d'être simple. Mais, pour s'en rendre maître, point n'est besoin d'avoir recours à la violence ou au fameux «bain de sang». Tout en procédant à une campagne d'explication sur la politique de clémence du Parti, l'administration a organisé l'enregistrement des personnes ayant travaillé pour l'ennemi (...). Ceux qui se sont présentés doivent participer à des cours de rééducation. Le but de ces cours est de les aider à comprendre leurs erreurs et de leur montrer la voie la plus juste aux côtés du peuple, au sein de la nation. La plupart de ces élèves ont réintégré leurs familles et gagnent aujourd'hui honnêtement leur vie.

En avril 1976, 95 % d'entre eux ont recouvré leur droit de citoyen et ont pu aller aux urnes (...). En un an et demi, à part le cas du théâtre Nguyễn Văn Hào, plâtré le 14/4/1976, toute tentative des réactionnaires contrerévolutionnaires a été étouffée dans l'œuf. Les vols ont diminué de 60 à 70 % et les habitants de l'arrondissement peuvent désormais vivre tranquillement une vie nouvelle.

— Q : Quels résultats avez-vous obtenus dans la stabilisation de la vie de la population, face aux difficultés des lendemains de guerre, surtout en ce qui concerne les lourdes séquelles du néo-colonialisme ?

R : Je peux vous citer quelques chiffres qui vous donneront une idée de l'héritage que nous a laissé le régime US-fantoche : plus de

40 000 personnes menacées de famine, 60 000 chômeurs (soit le 1/3 de la population active de l'arrondissement), et, avec cela, tout le cortège des vestiges de l'ancien régime et des tares sociales.

Confrontés à cette situation, nous avons distribué d'urgence des centaines de tonnes de riz à des dizaines de milliers de personnes, sans distinction d'origine sociale et d'appartenance politique. Résultat : personne n'est mort de faim. Dans le même temps, nous avons tout fait pour créer des emplois en vue de stabiliser la vie du peuple. Pas à pas, le gouvernement révolutionnaire a restauré et transformé quelque 1 500 entreprises, grandes et petites, dont l'entreprise Ba Son. 30 groupes de production dans la confection, les métaux, les plastiques... ont été mis sur pied, ceci, pour développer en priorité les branches utilisant des matières locales disponibles. Ainsi près de 40 000 personnes ont trouvé un emploi.

(...) Un an et demi après la libération, certains résultats ont été ainsi obtenus. Ce sont, bien sûr, les premiers pas. La liquidation des séquelles de guerre est une œuvre de longue haleine et demande des efforts soutenus. Mais nous sommes déterminés à bien appliquer le principe : «Le Parti est le dirigeant, les masses sont maîtres, l'État est le gestionnaire», et tirer les leçons de notre expérience pour aller de l'avant.

R : A l'époque US-fantoche, notre arrondissement n'abritait pas que des organismes névralgiques ou des sièges de partis politiques réactionnaires. On y trouvait encore des dizaines d'ensembles résidentiels d'officiers de l'armée, de la police de l'administration saïgonnaise, des hôtels chics, lieux de plai-



Vu au cinéma

«Noua» de Abdellaliz Tolbi

L'épopée du peuple algérien

Noua, c'est le nom d'une jeune paysanne d'un petit village de montagne en Algérie. Elle doit s'opposer aux tentatives de la seconde femme du marabout qui veut la livrer aux fils du Caïd, jeunes oisifs parasites qui passent leur temps à courir après les jeunes paysannes en vertu du droit de cuissage.

Noua symbolise l'espoir. C'est une jeune femme qui s'émancipe au cours de la lutte de libération du peuple algérien.

De l'oppression naît la lutte, le film débouche sur le déclenchement de la lutte armée en 1954. C'est le peuple et les petits paysans qui jouent leur propre rôle.

Abdellaliz Tolbi, le réalisateur, a combattu dans les rangs du FLN à l'endroit même du film. Tout est authentique et bouleversant : le petit paysan qui laboure avec son âne et sa charrue en bois un lopin de terre, lopin que lui prend le caïd et qu'il ajoute à ses 400 ha. On voit le petit paysan et son fils lancer des pierres contre le bulldozer du caïd qui l'aboue le lopin volé. Ceci pour les premières images.

Plus tard, c'est le fusil à la main que les paysans feront payer aux caïds féo-



Les féodaux algériens



• Monteux (Vaucluse)

2000 manifestants contre Ruggieri

Ruggieri, c'est le fabricant de feux d'artifice criminellement installé en plein centre du bourg. Industriel qui ne respecte aucune condition de sécurité, ce qui est d'autant plus dangereux que la municipalité a installé 2 écoles autour de l'usine. Depuis l'explosion qui a fait 2 morts et plusieurs blessés, la colère gronde dans la population. C'est la 2^e explosion en 4 ans. Jeudi, plus de 2 mille manifestants se sont réunis entre Monteux et Carpentras pour réclamer le transfert hors agglomération de l'usine de Bellerive des



Le fiancé de Noua

daux et chasseront les Français.

C'est encore l'image d'un petit paysan obligé de vendre sa dernière chèvre au marché pour payer ses dettes au caïd. Ce sont les rafles de jeunes pour les envoyer en Indochine. Ce sont les galettes que les mères cuisent pour leurs enfants, galettes qui deviennent de plus en plus petites.

Mais progressivement, les petits paysans vont refuser l'enrôlement forcé pour l'Indochine. Noua va fuir avec son fiancé pour échapper aux fils du caïd et rejoindre les rangs du FLN. La résistance s'organise, secrètement l'unité du peuple se construit contre le caïd, le marabout et les Français qui marchent la main dans la main. Un grand film du tiers monde où le peuple algérien retrouve son histoire. Un film sobre mais lyrique parce qu'il parle de la résistance et de la guerre du peuple.

Noua, un film à voir et à soutenir.

Actuellement : au «14 Juillet» (Bd Beaumarchais, métro Bastille), au «Studio de la Harpe, 13, rue Saint-Severin (métro Odéon), à Paris.

Après les municipales...

Ils avaient promis...

Quelques semaines seulement se sont écoulées depuis les élections municipales et déjà on peut voir ce que nos «élus» ont fait de toutes les belles promesses dont ils nous avaient gratifiés. Que ce soit dans les mairies de gauche ou dans

celles de droite, en fait non seulement les promesses sont restées lettres mortes, mais encore, bien souvent, dans la pratique, c'est le contraire de ce qui nous était promis qui fut réalisé. En voici quelques exemples.

• Marcq-en-Barœul (Nord)

Un ouvrier métallo, père de 8 enfants, est en arrêt de maladie depuis 2 mois. La Sécurité sociale décide d'arrêter de lui verser ses demi-journées, estimant qu'il pourrait reprendre le travail.

Il se rend à l'usine, on lui ferme la porte au nez. Il ne lui reste que le Bureau d'aide sociale de la

mairie. On lui répond qu'il faut ouvrir un dossier qui sera examiné. De toute façon, il n'est pas parmi les «cas graves»... alors on lui dit qu'il n'aura rien. En attendant, il n'y a pas d'argent qui rentre ! On voit bien que les élections sont terminées : pour le patron comme pour la bourgeoisie de la mairie, un ouvrier ça compte pour zéro.

• St-Etienne



Il n'y a pas très longtemps, Sanguedolce, membre du Comité central du PCF, était secrétaire de l'UD-CGT de Saint-Etienne.

A cette époque, en février 74 plus précisément, les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge diffusaient notre journal et un tract devant la Bourse du travail. Ils furent agressés par un commando de gangsters de la CGT. Sanguedolce accusa nos camarades d'être «vendus au patronat».

Aujourd'hui, le même Sanguedolce est maire de Saint-Etienne. On le voit ici assis à la table du patronat des petites et moyennes entreprises de la Loire. But de la réunion : sortir les PME de la crise. Alors, qui mange à la table du patronat ? Les travailleurs peuvent juger sur pièce.

• Carhaix (Finistère)

A Carhaix, un jeune loup du PCF (32 ans) vient d'être élu maire. Il avait déjà été conseiller municipal dans une mairie de droite.

Conseiller général, il est leader du PCF au Conseil fédéral du Finistère.

Mauvaise surprise pour ce mois-ci pour les carhaisiens : les impôts locaux augmentent de 21,70 %. A cela la

mairie, Judy, donne plusieurs «bonnes raisons» : la gestion de l'ancienne municipalité, les dépenses obligatoires imposées par l'État. Il se blanchit les mains !

Ce qu'il oublie de dire c'est que d'abord, en tant que conseiller sortant, très au courant des affaires, il aurait pu prévoir cette hausse ; mais ceci aurait été un mauvais argument publici-

taire pour sa campagne. D'autre part et surtout, M. Judy aurait dû prévenir ses électeurs que sa marge de manœuvre est faible dans le budget de sa commune : le conseil ne peut jouer en réalité que sur 12 % environ du budget soit 120 millions d'anciens francs pour la commune de Carhaix qui compte environ 9 000 habitants.

Cette augmentation d'im-

• Annecy

Annecy est une des villes dont la bourgeoisie voudrait se servir pour faire croire que la vie est facile dans certaines villes. Ainsi FR3 a présenté une enquête sur le thème : «Annecy, Eldorado des cadres» !

A en croire la télé, à Annecy, tout (ou presque) serait pour le mieux dans le meilleur des mondes possible. La pollution n'existerait pas. Toute la population serait heureuse de travailler dans un tel cadre. L'animation culturelle serait une des meilleures de France. Et ainsi de suite !

Pas de problèmes ? Sûrement pas ! Il y a 10 000 chômeurs dans le département. Les usines «insuffisamment rentables» ferment !

Sur le plan logement, les loyers sont parmi les plus chers de France et la location d'un appartement est d'un coût d'autant plus élevé que celui-ci est situé près du centre ville. Résultat : la population ouvrière a tendance à se loger à la périphérie, dans des quartiers comme Cran, Meythet, la ZUP, etc. Cela correspond à une entreprise de spéculation immobilière sur les vieux quartiers qui ont une valeur esthétique reconnue.

Pour masquer les problèmes, il est vrai que la municipalité a multiplié les opérations de prestige. Derrière le tape-à-l'œil, qu'y a-t-il ?

Sur le plan animation culturelle, au nom de la

pôts se fait sans respecter le catalogue de promesses électorales et notamment sans modifier la répartition des impôts.

Ce sont donc les moins riches de la commune qui sont frappés, ceux qui ont sans doute voté pour le maire élu. Messieurs les révisionnistes, vous voulez gérer, eh bien faites-le ! Mais vous aurez du mal à expliquer vos manœuvres à vos électeurs !

campagne «Annecy, ville propre», la liberté d'affichage a été considérablement restreinte. Une association municipale : «Annecy, action culturelle», chapeaute la majeure partie de l'animation. Aucune association culturelle ne peut se permettre de passer en dehors de ce cadre.

La municipalité se vante aussi de ses bons rapports avec le commissariat de police. Commissariat célèbre pour l'affaire Sisbanne Azzouz. Sisbanne Azzouz est un Algérien que l'on a retrouvé couvert d'hématomes flottant entre deux eaux à un endroit où le lac n'a qu'un mètre de profondeur. Sisbanne avait été noyé dans le lac «le plus pur d'Europe», par des tueurs racistes qui courent toujours en toute impunité.

Si le lac est «tellement pur», cela n'empêche pas les capitalistes locaux de polluer les rivières : le Fier passe par toutes les couleurs selon les heures de la journée !

Voilà ce que la bourgeoisie voudrait nous faire prendre pour un paradis perdu au milieu des montagnes qui justifierait de garder quelque espoir dans le régime dans lequel nous vivons : le régime capitaliste.

Il existe bien des partis «d'opposition» direz-vous. Or voilà : sur tout cela ils se montrent très discrets...

• Mer du Nord

Le capitalisme pollueur

(Suite de la page une)
duit à Ekofisk : il y a 18 mois un grave incendie avait éclaté à la suite d'une rupture d'un tuyau rouillé et 4 travailleurs étaient morts.

Ce sont de grosses sociétés capitalistes qui exploitent le gisement : la «Phillips pétroleum» américaine détient 37 % des actions et le reste appartient à des compagnies norvégiennes, italiennes et belges.

Leur responsabilité est

tellement évidente que le conseiller en droit international du gouvernement norvégien a déclaré que «la note causée par ce préjudice devrait être à la charge de la Phillips et de ses associés». Mais quel argent pourrait reconstituer la faune de la mer du Nord ? Ainsi la recherche du profit maximum des capitalistes provoque-t-elle des désastres préjudiciables aux populations.

Pourtant, ce n'est pas la

première catastrophe du genre : en 1967, 180 kms de plages anglaises et françaises étaient polluées par le pétrole échappé des flancs du Torrey Canyon.

Tout le monde se souvient du pétrolier «Olympic Bravery» de 27 800 tonnes échoué au large de Brest.

Plus récemment encore, c'était l'incendie de l'«Urquiola» - libérant au

large des côtes 100 000 tonnes de pétrole.

Malgré toutes ces catastrophes, quelles mesures ont été prises pour remédier à ce danger ? Aucune !

Quand il s'agit de ses profits, le capitalisme a la mémoire courte ! Pourtant il suffirait d'un seul de ces accidents pour faire de la Méditerranée une mer morte !



A Beauvais comme ailleurs Une grande volonté de lutte

A l'image de ce qui se passe un peu partout en France aujourd'hui, c'est une volonté de lutte et une détermination de plus en plus grandes qui animent les travailleurs de Beauvais.

PRODUCA : LES TRAVAILLEURS CONTRE LES LICENCIEMENTS

Produca, entreprise de sous-traitance en accessoires-auto, regroupe 130 travailleurs. Placée en règlement judiciaire depuis février, 19 ouvriers ont été licenciés dès cette date et 4 délégués du syndicat CGT sont également en instance de licenciement.

Début mars, ils ont effectué une semaine de grève perdue pour obtenir des informations sur l'avenir de l'entreprise ; mais à 20 jours de l'échéance fixée par le tribunal, aucune information n'étant donnée, les ouvriers ont décidé (jeudi matin) unanimement d'occuper pour faire face aux licenciements, pour le maintien du personnel et des avantages acquis.

Déterminés à assurer l'occupation jour et nuit, les travailleurs de Produca ont déjà reçu le soutien de leurs frères de classe de Lockheed et de Massey Ferguson.

La lutte des ouvriers de Produca contre la menace de 130 licenciements concerne tous les ouvriers beauvaisiens gravement touchés par les nombreuses fermetures d'entreprises (plus de 3 000 chômeurs à Beauvais !).

Les ouvriers de cette petite entreprise, par leur attitude exemplaire, montrent le chemin à suivre pour lutter contre les licenciements.

Occupation des usines classe contre classe !

MASSEY FERGUSON : LA GREVE CONTINUE

Le mouvement avait débuté chez les caristes le 6 avril (voir HR du mercredi 20) par le dépôt d'un cahier de revendications :

40 h sans perte de salaire

Salaire minimum à 2 500 F

Le 12 avril, les caristes décident la grève, en bloquant les portes de l'usine avec des fenwicks.

Jeudi matin, les travailleurs ont refusé d'appliquer la décision du tribunal demandant de lever le barrage qui bloque l'entrée de l'usine.

Les assemblées générales quotidiennes et les piquets de grève se renforcent.

LOCKHEED : LA COLERE GRONDE

Face à une direction qui ne veut rien savoir des revendications des travailleurs, de nombreux débrayages se déroulent dans plusieurs sections de l'entreprise.

Au lavage, au montage, à la filtration, chez les magasiniers et les agents de lançements le ras-le-bol est à

son comble.

L'intransigeance insolente des patrons qui espèrent un rapide découragement ne fera que renforcer la détermination des ouvriers.

La colère risque fort d'éclater comme chez Produca et Massey.

Correspondant HR

• Toulouse

Essor des luttes dans le bâtiment

Un mouvement de grève s'étend à partir des plus grosses entreprises de la région. Il s'attaque principalement au blocage des salaires, mais aussi à la baisse des indemnités de déplacement, aux contrats à durée déterminée et à l'intérim, au non respect des droits syndicaux. A noter que des augmentations de salaire uniformes sont demandées par plusieurs sections syndicales CGT et CFDT.

Depuis 3 semaines, les ouvriers de la SOCAE et de Fougère ont engagé une grève reconductible de 2 heures par jour. Après une semaine, les patrons ont lock-outé les chantiers afin de casser la combativité. Face à la résistance des ouvriers, la Chambre patronale a alors accordé unilatéralement une augmentation de 3%. Ceci a été jugé très insuffisant.

La-dessus la CGT et la CFDT ont appelé à une journée de grève nationale le 13 avril, avec rassemblement à la Chambre patronale. L'an dernier, la grève nationale de 24 heures du 18 mars avait débouché sur une grève générale victorieuse de 15 jours.

La direction CGT avait eu grand peine à garder la direction de la lutte : elle ne veut pas s'engager dans

• General Motors (Gennevilliers)

Contre la trahison continuons la lutte

Les camarades du Parti communiste marxiste-léniniste de France, à Gennevilliers, ont diffusé un tract tirant les premières leçons de l'échec de la grève, dont la responsabilité incombe aux bonzes PCF-PS.

Pendant plus de 3 semaines, les travailleurs de la Général Motors ont mené la lutte contre les salaires de misère, les licenciements (article 31), contre le plan Barre.

La grève avec occupation, c'est une juste riposte aux plans d'exploitation du patronat. Tout ce que la classe ouvrière a obtenu, elle l'a obtenu par la grève, par la lutte. La combativité des travailleurs de la GM a suscité l'intérêt et l'espoir chez tous les travailleurs de la région, soumis eux-aussi aux méfaits du plan Barre.

L'unité la plus large des grévistes, hommes et femmes de toutes nationalités, comme il y a deux ans à Chausson et aux Câbles de Lyon, l'unité des exploités c'est l'arme indispensable pour remporter des victoires.

Malgré cela, la grève s'est soldée par un échec. Pourquoi ?

C'est vrai que la patronat et son État disposent d'une certaine force face à nos luttes. Ils ont un plan pour faire supporter la crise capitaliste aux travailleurs, c'est le plan Barre et ils sont prêts à perdre de l'argent, même beaucoup, pour ne pas lâcher. Il y a la justice qui protège leur liberté d'exploiter et leurs flics qui viennent pour nous faire céder par la force.

Certains vont dire que l'échec de la grève, c'est la preuve que les patrons sont trop forts et qu'il faut attendre les élections pour prendre sa revanche que seule la «solution miracle» du Programme commun peut apporter des changements pour les travailleurs.

En clair, il s'agit des dirigeants du PCF et du PS qui étaient camouflés derrière l'Intersyndicale.

Constatons que tout au long de cette grève, qu'ils n'ont ja-

mais souhaité et qu'ils n'ont pas pu empêché, ils ont tout fait pour l'utiliser à leur profit et l'ont conduite à l'échec et à la trahison de vendredi.

Dès le départ, le PCF s'est opposé à l'occupation voulue par une grande majorité de grévistes.

L'intersyndicale n'a été que le paravent d'une alliance PCF-PS qui excluait les grévistes de la direction de la grève et mettait devant le fait accompli, même les syndiqués, y compris certains délégués (notamment à la CFDT).

Rien pour organiser l'initiative et la prise en main de la grève par les travailleurs eux-mêmes (exemple : les femmes

rejetées des piquets de nuit, des grévistes condamnés à attendre passivement des informations distribuées au compte-goutte).

Par contre, les «grands chefs» de l'intersyndicale ont utilisé toutes les occasions pour mettre en vedette leurs élus du PCF et du PS et assurer la publicité de leur Programme commun.

Du jour où les flics sont intervenus, l'intersyndicale a rangé au placard la lutte et les revendications pour finir à genoux devant la direction, échangeant la liquidation de la grève contre le départ des flics, sans que les travailleurs aient rien obtenu.

Envoyés les beaux discours sur la continuation de la grève malgré l'intervention des flics (...)

Faut-il alors rejeter les organisations syndicales ?

Sûrement pas. Sans organisation, les travailleurs sont désarmés (n'oublions pas Citroën). Non, ce qu'il faut c'est mener la bataille dans les syndicats pour rejeter l'influence et les idées des bourgeois qui dirigent ces syndicats.

Partout, les travailleurs de plus en plus nombreux mènent cette lutte pour un syndicalisme de lutte de classe.

Aujourd'hui, la voie pour la lutte des travailleurs, ce n'est ni le plan Barre ni le Programme commun.

C'est une nécessité pour la classe ouvrière que les travailleurs des plus conscients, prêts à mener la lutte contre la bourgeoisie de droite et de gauche s'organisent dans leur Parti communiste marxiste-léniniste.



• SMG - Gerzat (Clermont-Ferrand)

Conquérir l'unité pour la lutte

Depuis la dernière grève (février-mars 1976) c'était à SMG la division entre section CGT (implantée depuis des années) et section CFDT créée pendant la grève. A la base, parmi les ouvriers, c'était aussi le flottement et la division. Mais la pratique tranche toujours : la direction de la CGT (deux ou trois bons-hommes), par sa facilité à la collaboration de classe, commençait à «énervé» sérieusement la base de la section.

Aux municipales, deux des dirigeants (en même temps membres du PCF) se présentent sur les listes de «gauche» : le travail syndical de maigre devient inexistant.

Après les municipales (ils sont élus), la section réélit un secrétaire et un bureau ; «nos» deux conseillers... se retrouvent à la base !

Le climat change aussitôt : pour la journée nationale CGT de la métallurgie (14 avril) les deux sections se mettent d'accord pour 4 heures de grève avec assemblée générale. Devant la forte mobilisation, une nouvelle assemblée générale est décidée pour le lendemain et pour définir les suites de l'action : et le 15, c'est la grève qui est décidée, reconductible chaque jour, avec piquets, et pour une revendication unique : 200 F pour tous.

Le 18, 90 % des ouvriers sont en grève et partout on commence à parler de «fermer la journée».

A la revendication, la direction répond tel un vieux disque usagé : «On ne

peut pas payer... situation de l'entreprise... plan Barre, etc».

L'assemblée générale décide alors de durcir la grève : «On occupe !» Aussitôt dit, aussitôt fait : on fait des équipes pour répartir les tâches (occuper la nuit, article pour les journaux, tracts, etc.) ; on pose les chaînes sur le portail.

Il reste juste à évacuer conciergerie et standard téléphonique après quoi l'occupation commence.

La section CGT, enfin débarrassée des quelques irréductibles de la «responsabilité», jusqu'ici se comporte d'une manière correcte, bien que le nouveau délégué syndical soit au PCF.

La lutte idéologique, la lutte contre le révisionnisme c'est l'arme pour unifier les travailleurs.

D'après correspondant HR

L'Union interprofessionnelle de base CFDT de Clermont apporte «son total soutien aux travailleurs de SMG à Gerzat en grève totale pour la satisfaction de leurs revendications de salaire» (200 F pour tous). L'UIB-CFDT dénonce la direction qui a fait traduire devant le tribunal des référés les représentants des travailleurs, CGT et CFDT.

Elle «appelle ses syndicats et sections syndicales à populariser au maximum la lutte des travailleurs de SMG pour permettre le développement d'un puissant soutien populaire nécessaire à la victoire des travailleurs».